



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 juin 2008
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 16 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix, la sécurité
et le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-troisième année**

**Lettres identiques datées du 2 juin 2008, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie datée du 31 mai 2008 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 16 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Irakli Alasania



**Annexe aux lettres identiques datées du 2 juin 2008
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 31 mai 2008

Le 31 mai 2008, le Service de presse et d'information du Ministère de la défense de la Fédération de Russie a diffusé des informations selon lesquelles des unités et du matériel spécial des Chemins de fer et des Forces du génie de la Fédération de Russie ont pénétré en territoire géorgien, en particulier en Abkhazie, sans l'assentiment du Gouvernement géorgien.

La Géorgie a déjà appelé à plusieurs reprises l'attention de la communauté internationale sur l'extrême danger que présentent les mesures prises récemment par la Fédération de Russie en violation flagrante du droit international. Par son intervention militaire en Abkhazie (Géorgie), la Fédération de Russie poursuit notamment l'annexion de cette partie inaliénable, internationalement reconnue, de la Géorgie.

Jusqu'ici, la Fédération de Russie dissimulait le renforcement de sa présence militaire en Abkhazie (Géorgie) sous le couvert de l'opération de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants. À présent, nous nous trouvons face à un acte d'agression ouverte : des unités militaires des forces armées de la Fédération de Russie sont entrées sur le territoire de la Géorgie sur la décision du Président russe, sans que leur présence soit liée à l'opération de maintien de la paix.

Le nombre de soldats ayant pénétré sur le territoire de l'Abkhazie (Géorgie) ainsi que le type de matériel spécial et la nature des travaux prévus montrent clairement que la Fédération de Russie a commencé à étendre son infrastructure militaire en Abkhazie (Géorgie) et à préparer une agression militaire à grande échelle contre la Géorgie.

La Géorgie exige formellement de la Fédération de Russie qu'elle procède au retrait immédiat des unités militaires qui ont pénétré illégalement sur son territoire.

Le Ministère des affaires étrangères est habilité à affirmer que l'entière responsabilité de toutes les conséquences que les mesures hostiles susmentionnées pourraient avoir incombe à la Fédération de Russie.

La Géorgie engage la communauté internationale à prendre immédiatement des mesures décisives pour éviter l'agression militaire à grande échelle qui se prépare contre un État souverain.